

Mobiliser la population

Entretien avec Nathan Shamuyarira*

Nathan Shamuyarira naît le 29 septembre 1930. Il est d'abord enseignant avant de se tourner vers le journalisme.

Engagé comme reporter par le groupe African Newspapers, il devient en 1956 le rédacteur en chef du Daily News puis le rédacteur en chef pour l'ensemble du groupe en 1959. Mais, en désaccord politique avec les propriétaires, il doit démissionner en 1962. Il travaille alors pour la ZAPU et participe à des délégations envoyées à l'Organisation des Nations Unies. Il participe au lancement de la ZANU en 1963 et fait partie de son exécutif national. En 1964, il quitte la Rhodésie, suit des cours de science politique à Princeton, puis à Nuffield College, Oxford, où il obtient un doctorat. Il rejoint ensuite le département de science politique de l'Université de Dar es Salaam. En 1968, il est nommé secrétaire pour les affaires extérieures de la ZANU. En 1971, il fait partie du groupe qui, lassé des querelles entre ZAPU et ZANU, lance le FROLIZI (Front de libération du Zimbabwe) avec le soutien de Kenneth Kaunda ; il y est chargé des affaires extérieures et des finances. Il quitte la Tanzanie en 1977 pour le Mozambique où il est directeur du département d'éducation de la ZANU, puis secrétaire administratif du parti. Il participe à l'organisation de la campagne électorale de la ZANU en 1980 et entre dans le

* Ministre de l'Information, des Postes et des Télécommunications du Zimbabwe.

gouvernement. A l'issue du second Congrès de la ZANU, il est nommé membre du Bureau politique, responsable de l'information et de la propagande.

D.M.

Q. : Comment envisagez-vous les relations entre le parti et l'État dans la période qui précédera l'entrée en vigueur du parti unique, puis dans celle qui suivra ?

R. : Pour le moment, il y a plusieurs partis au Zimbabwe. Quatre d'entre eux siègent au Parlement et quelques autres n'y sont pas représentés. Cette situation de multipartisme se perpétuera jusqu'à ce que nous ayons apporté les amendements nécessaires à la constitution de Lancaster House ; et jusqu'alors, il est évident que nous serons confrontés à des difficultés de mise en œuvre de la politique de la ZANU : les fonctionnaires ne sont pas tous membres de notre parti, les responsables des sociétés paratatiques ne sont pas tous membres de notre parti et certains ont même une opinion très critique sur notre orientation et, bien sûr, le résidu de la population blanche est également critique à l'égard de notre parti. Ils dirigent, tout au moins une majorité d'entre eux, les grandes institutions économiques du Zimbabwe et ils n'adhèrent pas à notre politique socialiste. Ainsi, nous devons faire face à ces problèmes et ils nous accompagneront jusqu'à ce que l'État à parti unique ait été établi.

Il y a donc des résistances qui émanent de plusieurs secteurs économiques ; elles vont en se réduisant. Elles ne sont pas aussi fortes qu'elles l'étaient en 1980 parce que beaucoup ont constaté notre sérieux et notre sincérité, notamment en ce qui concerne les coopératives : ils ont compris que nous étions décidés à maintenir une certaine dynamique de développement et que nous souhaitions garder tout le monde, même dans le cadre d'un État socialiste ; ils croyaient que nous allions les mettre à la porte et nous avons clairement précisé que personne ne serait chassé mais que chacun aurait sa place dans le système socialiste.

Les difficultés de mise en œuvre de notre politique ne sont donc pas aussi aiguës qu'elles ont pu l'être par le passé ; mais elles n'ont pas disparu pour autant. Notamment pour ce qui est de la transformation des institutions. Ce sont des institutions capitalistes qui fournissent les biens de première nécessité dans le pays ; les fermes commerciales et l'industrie alimentaire, par exemple. Il est très difficile de peser sur elles, de les transformer, car elles peuvent menacer de fermer et de provoquer des pénuries. Cela s'est effectivement produit dans certains domaines :

quand nous avons refusé d'augmenter le prix de l'huile, qui est indispensable à l'alimentation de base des Zimbabwéens, les compagnies qui la produisent ont arrêté la fabrication et ont détourné les arachides qui entrent dans sa composition vers d'autres produits qui étaient alors plus rentables. Ce n'était pas du sabotage, mais elles ont dit : « Il n'est plus économique pour nous de produire de l'huile, nous allons faire autre chose. » Il nous a bien fallu accepter d'augmenter les prix pour qu'elles continuent à fabriquer de l'huile. Elles nous tiennent à leur merci, pour ainsi dire, et cela crée de grandes difficultés.

Il faut aussi tenir compte du fait que toute la population du pays a été endoctrinée pendant des années et des années par les colons, les Britanniques, etc. ; elle se faisait des idées fausses à propos du socialisme, mais cela a changé assez rapidement avec les campagnes de politisation menées par le parti. C'est un phénomène assez encourageant ; au début, par exemple, les gens ne voulaient pas lancer de coopératives ; la propagande colonialiste leur avait expliqué que la production des coopératives serait saisie par le gouvernement. Puis quelques coopératives ont démarré et ils ont vu que le gouvernement ne confisquait pas leur production ; maintenant les demandes de création de coopératives sont plus nombreuses que nous ne pouvons effectivement en organiser. Nous avons établi 149 coopératives, mais beaucoup sont encore en attente parce que les gens ont compris que nous voulons améliorer leurs conditions de vie. C'est un grand progrès et c'est aussi un grand pas en avant dans la mobilisation populaire. La même chose s'est reproduite dans d'autres domaines où nous tentons de développer la participation des ouvriers et des paysans : le thème central de notre plan triennal de développement est en effet la participation des travailleurs sous diverses formes dans l'industrie. Nous voulons édifier un système à trois niveaux : des comités de travailleurs pouvant intervenir auprès des gestionnaires ; des instances de consultation et de décision auxquelles les travailleurs participeront avec les gestionnaires ; enfin, des institutions pouvant être complètement dirigées par les travailleurs. Vous savez que pour les coopératives nous avons trois catégories, A, B et C ; nous avons repris cette structure dans le but d'accroître la participation des travailleurs dans l'industrie en même temps que la participation du gouvernement. Nous avons l'intention de promouvoir la participation du gouvernement dans plusieurs industries, mais nous n'avons pu la réaliser au cours des trois années passées à cause de la sécheresse et de la crise économique mondiale qui ont introduit un décalage entre notre programme initial et la réalité. Nous avons dû utiliser prioritairement nos ressources pour nourrir la population, pour apporter de l'eau dans plusieurs régions du pays ; nous distribuons des aliments pour bestiaux ;

nous avons même été contraints d'importer des biens alimentaires, ce que nous n'avions jamais fait auparavant. Nous avons donc été obligés d'abandonner les objectifs du plan de développement triennal ; mais, dès que nous aurons des pluies satisfaisantes, nous avons l'intention de les reprendre.

Q. : Comment définiriez-vous le rôle du parti dans cette situation ?

R. : Nous voulons bâtir un parti de masse, parce que nous sommes dans une situation de multipartisme. Nous voulons construire un parti de masse capable de mobiliser la population par la persuasion. Nous voulons que l'ensemble de la population soutienne le parti et nous espérons que cela se manifestera lors des élections générales qui se tiendront l'an prochain. Quand nous aurons obtenu ce type de soutien, notre objectif sera alors de mettre en œuvre le plan de développement transitoire ; le parti devra travailler à l'organisation des coopératives, à l'établissement des comités de travailleurs. S'il joue ce rôle avec succès, ces réalisations — les coopératives, les comités de travailleurs dans l'industrie — viendront étayer la construction de l'État à parti unique. Nous n'aborderons pas l'étape du parti unique tant que nous ne serons pas convaincus que le parti est un parti de masse bénéficiant d'un soutien émanant de toutes les couches de la population et que les partis minoritaires ont été effectivement défaits. Ce sont les deux objectifs prioritaires du parti tels que nous les définissons à l'heure actuelle : mobiliser la population et réaliser le plan de développement transitoire de trois ans.

Q. : Est-ce que cette intervention du parti dans la vie économique et sociale signifie que vous envisagez de créer des liens institutionnels entre le parti et le mouvement syndical ?

R. : Oui, nous l'envisageons. Malheureusement, le mouvement syndical est faible au Zimbabwe. Nous sommes en train de le bâtir en nous appuyant sur le parti et des liens seront établis entre ces organisations.

Q. : Après la mise en vigueur du parti unique, comment seront prises les décisions concernant le pays, quelle sera la répartition des rôles entre le Parlement et le Comité central ? Envisagez-vous d'inclure dans la constitution,

comme en Tanzanie, un article affirmant que le parti est « suprême » ?

R. : Le parti définira les politiques ; celles-ci devront ensuite passer par les structures gouvernementales : le Parlement et les ministères. Mais le parti supervisera l'activité des ministères pour veiller à ce qu'ils appliquent ces politiques. Le Bureau politique aura la charge de superviser les ministères, le Cabinet et l'ensemble de l'administration ; les membres du Bureau politique seront tous membres du Cabinet et ils auront à leur disposition les mécanismes nécessaires pour s'assurer que les orientations sont respectées. L'expérience tanzanienne n'a pas été totalement couronnée de succès et nous ne voulons copier aucun modèle. Ils ont effectivement adopté une loi disant que le parti était « suprême » ; mais le parti ne l'était pas dans la réalité ; le gouvernement et la bureaucratie continuaient à dominer les systèmes de décision parce que la bureaucratie disposait du pouvoir, de l'information, du personnel qui lui permettaient de traiter les problèmes plus complètement que le parti ne pouvait le faire. Nous allons essayer d'emprunter une autre voie.

Q. : Pourrions-nous maintenant revenir un peu sur l'histoire de la ZANU et sur la façon dont les idées socialistes ont pénétré dans le parti ?

R. : La pénétration des idées socialistes dans le parti a réellement commencé quand la ZANU était en exil. Elle s'est inscrite dans notre recherche des armes qui nous permettraient de mener la guerre de libération. Lors du Congrès de Gweru, en mai 1964, nous avons décidé de ne pas envoyer de délégation à Londres mais, à la place, de combattre directement le régime des colons ; les premiers groupes de militants de la ZANU partirent en Chine et ailleurs pour suivre un entraînement militaire et politique. Seuls les pays socialistes acceptaient de nous accueillir et de nous livrer des armes ; ainsi, aller dans les pays socialistes signifia également que les idées socialistes pénétraient dans le parti, que nous empruntions des idées, que nous tissions des liens idéologiques avec eux. Ce fut une dimension de cette introduction du socialisme dans la ZANU. L'autre fut que nous commençâmes à réfléchir de façon plus critique sur nous-mêmes, sur la façon dont nous allions combattre, sur ce pourquoi nous allions combattre. Si vous organisez des réunions publiques, vous pouvez déclarer que l'objectif est d'établir un gouvernement africain ; c'est ce qui se produisit en Tanzanie en 1961. Mais quand vous allez combattre les armes à la main, ce n'est plus suffisant ; il faut penser de

façon plus approfondie aux différentes possibilités qui s'offrent. Alors nous avons commencé à réfléchir sur le type d'expériences socialistes que nous avons eues dans nos sociétés, sur les solutions que nous pouvions envisager pour notre pays, sur leurs chances de réussir. Dès 1964, le socialisme avait été inscrit dans notre doctrine ; mais c'était encore superficiel et ce n'était pas exempt de contradictions. Je me souviens que dans un paragraphe nous disions vouloir attirer des investissements étrangers et réaliser la nationalisation de l'économie, et cela pratiquement dans la même phrase. Mais nous avons précisé notre pensée, nous avons concrétisé nos idées, notamment à partir du moment où nous avons été en exil. Cela a commencé à se sentir en 1968, quand nous avons publié un document intitulé *Mwenje*, ce qui signifie « lumière » ; puis, en 1972, nous avons rédigé un document plus complet à Lusaka ; à Maputo, en 1977, nous sommes allés encore un peu plus loin, ayant cette fois à l'esprit quelques-unes des expériences du FRELIMO.

Q. : Mais avant cela, y avait-il eu, dans ce qui était encore la Rhodésie, diffusion de certaines idées socialistes, des idées fabiennes par exemple ?

R. : Non. Les Fabiens n'étaient pas tolérés ici. Les colons les chassaient : ils ont expulsé un grand nombre de gens et le gouvernement colonial demanda même, moins d'un an après son arrivée, le rappel d'un gouverneur qui était membre de la Société fabienne ; il était accusé d'être trop favorable aux Noirs. Non, en fait le pays était soumis à la censure. Les idées socialistes sont venues du développement de nos relations avec les pays socialistes et aussi des contacts que nous avons eus avec le Parti communiste d'Afrique du Sud. Des hommes tels que Robert Mugabe, Maurice Nyagumbo, James Chikerema eurent des rapports avec le P.C. sud-africain, mais ces idées n'étaient pas encore très développées quand le parti fut interdit et dut entrer dans la clandestinité. L'influence la plus importante était alors le panafricanisme, on peut le voir dans le document publié en 1957 par l'ANC de Rhodésie, texte qui porte la marque des idées de Kwame Nkrumah. Elles allaient dominer pendant les années 60, jusqu'au début des années 70, lorsqu'elles furent remplacées par l'idéologie socialiste.

Propos recueillis par Denis Martin